

précédente. Ces syndicats internationaux groupaient 74 p.c. de la totalité des ouvriers canadiens organisés sous les auspices des syndicats. (Tableau 3).

**Fédération canadienne du travail.**—La Fédération canadienne du travail, qui s'appelait autrefois Congrès national des métiers et du travail, fut fondée en 1902, le Congrès des métiers et du travail ayant alors expulsé de ses rangs les Chevaliers du Travail et toutes les autres unions qui se tenaient à l'écart du mouvement international. Ces unions dissidentes formèrent un nouveau groupe central, d'un caractère essentiellement national, lequel adopta en 1908 son nom actuel. Cette nouvelle organisation fut, pendant un certain nombre d'années, soutenue surtout par la classe ouvrière de la province de Québec, mais graduellement les affiliations de Québec diminuèrent et le centre de ses activités fut transporté à Toronto, il y a quelques années. A la fin de 1925, la Fédération réunissait 9,130 membres répartis en 17 sections locales directement affiliées. Deux organisations centrales sont également affiliées à la Fédération; leurs membres, de même que ceux directement affiliés dont on vient de parler, sont compris dans le groupe des syndicats nationaux.

**Organisations ouvrières anti-internationales.**—Il existe au Canada 19 groupements d'ouvriers qualifiés d'unions anti-internationales, dont huit combattent ouvertement les syndicats internationaux; certains de ces groupes ont été constitués par des sécessionnistes des syndicats internationaux; tous ensemble ils comptaient au 31 décembre 1925, 34,070 membres, formant 311 loges ou sections.

**Organisations indépendantes.**—On compte également dans la Puissance 40 associations ouvrières, locales et indépendantes; on sait que 34 d'entre elles groupaient 12,165 membres à la fin de 1925, mais les six autres n'ont pas fait connaître leur situation.

**Fédération des ouvriers catholiques du Canada.**—A l'époque où les Chevaliers du Travail exerçaient leur action dans la province de Québec, il existait dans cette province quatre unions indépendantes, une des journaliers et trois des ouvriers du cuir et de la chaussure. Jusqu'en 1902, ces quatre unions étaient représentées aux conventions annuelles du Congrès des métiers et du travail du Canada. Cette année-là, dans le but d'attirer les unions indépendantes sous la bannière des organisations internationales, le Congrès des métiers leur refusa le droit de représentation. Les "assemblées" des Chevaliers du Travail disparurent graduellement, mais les unions indépendantes leur survécurent. La naissance de la Mutualité du Travail du Nord en 1912, première association n'acceptant dans ses rangs que les adhérents de l'Eglise catholique romaine, ouvrit une ère nouvelle; plusieurs des unions indépendantes alors existantes, dont le nombre s'était accru entre 1902 et 1912, se rallièrent à ce mouvement et devinrent connues, tantôt sous le nom d'unions nationales et tantôt sous le nom d'unions catholiques. En 1918, les unes et les autres se réunirent en conférence à Québec; en 1919, à Trois-Rivières et à Chicoutimi en 1920; à cette dernière conférence 120 unions avaient envoyé 225 délégués; il y fut décidé de créer un rouage central permanent pour la coordination des unités dispersées. L'année suivante, à la conférence de Hull, à laquelle assistaient environ 200 délégués représentant 89 unions, on approuva la nouvelle constitution qui entra en vigueur le premier janvier 1922; la Fédération des ouvriers catholiques du Canada était née. Il existe aujourd'hui 99 unions nationales et catholiques, ayant toutes ensemble 25,000 membres.

**"One Big Union"**.—Mécontents de la politique, à leur dire réactionnaire, du Congrès des métiers et du travail du Canada, un certain nombre de délégués des